

# ARBF

INFO

## PROJET D'APPUI A L'ASSOCIATION DES REGIONS



**«Le bilan  
est positif»**

**Eric K. TIEMTORE, président de l'ARBF**

COLLECTIVITES  
TERRITORIALES  
**« J'invite l'ARBF  
à consolider les ac-  
quis du PACDR »,  
Ounténi Ouoba**



# Des tracteurs pour augmenter la production

**Le Conseil Régional des Hauts Bassins a voulu doter ses agriculteurs de tracteurs à travers les coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA) mises en place à cet effet. Les huit (08) premières CUMA ont reçu leurs outils de travail, le 28 mars 2019. L'objectif de cette initiative est l'accroissement durable des productions agricoles de la région.**



**D**ans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional de développement (PRD) des Hauts-Bassins 2018-2022 des tracteurs à usages agricole ont été remis à huit (8) coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA) le 28 mars 2019 à Bobo Dioulasso. Pour le président du conseil régional des Hauts-Bassins, Boyo Jean Célestin KOUSSOUBE, le matériels remis permettra aux bénéficiaires d'aller vers la mécanisa-

tion de leurs activités agricoles. Toute chose qui, selon lui, permettra d'augmenter productivité des exploitations agricoles et d'améliorer les conditions de vie du monde rural d'une part, et de créer des emplois d'autre part. Ce lot de matériels agricoles, dont la valeur totale s'élève à soixante-six millions trois cent soixante mille (66 360 000) francs CFA, est composé de 8 tracteurs de 50 chevaux, 8 charrues à deux disques, 8 pulvérisateurs à 16 disques et 8 remorques à deux

roues. Ils ont été distribués aux CUMA des communes de Orodara, Kourouma, Béréba, Founzan, Fô, Toussiana, Karangasso-Vigué et Bobo-Dioulasso. Huit (08) autres CUMA seront équipés en 2020. Cette opération s'inscrit dans la stratégie du Conseil Régional visant à améliorer la productivité et construire une agriculture moderne, compétitive et durable. A terme, il s'agira de doter l'ensemble des communes de la Région □





# Un INCUBATEUR D'ENTREPRISES pour lutter contre le chômage

**Le projet d'incubateur du Conseil Régional de la Boucle du Mouhoun a été lancé, le 13 Septembre 2019 à Dédougou. D'une durée de 15 mois, il permettra d'accompagner techniquement et financièrement 25 jeunes et Femmes pour faire de leur idée de vraie entreprises. C'était au cours d'un atelier présidé par le président du Conseil régional, Monsieur Aboubacar Sanou.**

**25** jeunes et Femmes de la région de la Boucle du Mouhoun seront techniquement et financièrement accompagnés dans le processus de création de leurs entreprises dans le domaine agropastoral. Et ce, grâce au projet d'incubateur d'entreprises initié par le Conseil régional et lancé le 13 Septembre 2019 dans la ville de Dédougou. En effet c'est suite à un appel à projets au profit des jeunes et des femmes porteuses de projets dans le domaine agropastoral de la région, que ses 25 « champions » ont été rete-



nus. Pendant les 15 mois, ils bénéficieront d'accompagnement nécessaire pour la mise en œuvre de leurs projets respectifs. Signalons que ce projet cher au Conseil régional a bénéficié d'un financement de l'Union Européenne à tra-

vers EXPERTISE FRANCE pour sa mise en œuvre. Il vise à contribuer au développement de l'offre d'emploi et de la micro entreprise dans cette partie du Burkina Faso d'ici à 2020.

En attendant le démarrage effectif, le président du Conseil régional de la Boucle du Mouhoun, Monsieur Aboubacar Sanou et ses collaborateurs entendent tout mettre en œuvre pour réussir ce pari. Tout comme eux, EXPERTISE FRANCE, s'est dit satisfait du travail déjà abattu a félicité l'ensemble des acteurs d'une part, et les a encouragés à relever d'autre part □



# Conseil régional du centre- sud rend compte de sa gestion

**Le Conseil régional du Centre- sud a réuni, le 05 Mars 2020 à Manga, la population et les élus locaux de la région dans le cadre de la Journée de redevabilité et d'auto évaluation des actions du Conseil Régional durant les trois ans et demi d'exercice. La rencontre a été présidée par Dr T. Modeste Yerbanga**

**L**a salle de conférences du Conseil Régional du Centre-Sud a abrité, le 05 Mars dernier, la Journée de redevabilité et d'auto évaluation des actions du Conseil Régional durant les trois ans et demi d'exercice. Au cours de cette journée, l'équipe dirigée par Dr T. Modeste Yerbanga, de revenir sur ce qui a été fait au de cette période.

Ce fut l'occasion également pour les élus locaux et les populations de prévoir ce qui sera fait au cours des 2 prochaines années pour le développement de la région. C'est une enveloppe financière de 540 716 447 FCFA qui est prévue pour être investie par le Conseil régional en 2020 essentiellement dans le domaine de l'eau potable, des



infrastructures routières, du développement économique, de l'environnement, de la sécurité et de l'administration. (citer quelques perspectives). A l'issue de la rencontre, les participants se sont dit fiers d'avoir pris part

à l'exercice qui, de leur avis, permet de mieux gérer les ressources publiques pour le bonheur des populations. Ils se sont engagés à travailler d'arrache-pied pour le développement de leur région □





# 28 km de pistes rurales pour désenclaver les communes de Godyr et de Sapouy

**Le Conseil Régional du Centre -Ouest et la Coopération Suisse Burkina ont procédé, le 29 Janvier 2020, à l'installation des entreprises chargées de réaliser les pistes rurales de Godyr dans la province du Sanguié et celle de Sapouy dans le Ziro. Longues de 28 km, elles coûteront Quatre Cent Trois Millions Cinq Cent Soixante - Neuf Mille Six Cent Cinquante - Huit francs (403.569.658 F CFA pour une durée de quatre(04) mois.**



l'implication des femmes aux travaux HIMO est le signe que le développement participatif est en marche

**L**a commune rurale de Godyr dans la province du Sanguié et celle de Sapouy dans le Ziro, bénéficieront de 28 km de pistes rurales. Les entreprises chargées de réaliser les travaux ont été installées le 29 Janvier 2020 par le président du conseil régional du centre-Ouest, Aboulaye Badoh. D'un cout global de Quatre Cent Trois Millions Cinq Cent Soixante

- Neuf Mille Six Cent Cinquante - Huit francs (403.569.658 F CFA ), les travaux seront financés par la Coopération Suisse au Burkina Faso et la direction du développement et de la coopération ( DDC) , et sous l'assistance de HELVETAS.. Ces infrastructures qui seront réalisées par la méthode haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sont réparties en quatre lots (04) pour

la commune de Godyr et quatre (04) autres lots pour la commune de Sapouy. Le Conseil régional du Centre -ouest qui assure la maitrise d'ouvrage se réjouit de ce grand chantier qui contribuera au désenclavement des villages bénéficiaires. Toute chose qui permettra de donner un coup d'accélérateur à l'économie locale □



18 Mars 2020, un mois après le lancement du PCR  
M.Aboulaye BADOH sur la piste Delba - Koenege

# 10 domaines transférés aux collectivités du centre sud

**Dix (10) domaines ont été transférés aux régions collectivités de la région centre sud. La signature des protocoles d'Operations marquant le transfert des compétences et des ressources de l'état à la région du centre-sud est intervenue le 13 décembre 2019 dans la région du centre sud.**

**A**pres l'adoption du Code Général des Collectivités Territoriales en 2004 (CGCT) qui étend la décentralisation à l'ensemble du territoire, l'Etat Burkinabè veut passer à l'acte. Ainsi, Ce sont au total dix (10) domaines qui ont été transférés aux régions collectivités. Il s'agit : 1) du foncier, 2) de l'aménagement du territoire, domaine foncier et aménagement urbain, 3) de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, 4) du développement économique et la planification, 5) de la santé et l'hygiène, 6) de l'éducation, l'emploi, la formation professionnelle et l'alphabétisation, 6) de la culture, les sports et les loisirs, 7) de la protection civile, 8) l'assistance et les secours, 9) de l'eau, l'assainissement et l'électricité et 10) des marchés, abattoirs et foires. Après l'adoption de la loi, les décrets pris en novembre 2014, place a été faite à la dernière étape du processus. Elle a consisté à



la signature des protocoles d'opérations avec les Gouverneurs de régions, le 13 décembre dernier pour la Région du Centre-Sud. Mais avant, un atelier régional d'appropriation des outils de gestion des compétences transférées aux collectivités territoriales a eu lieu le 12 et 13 décembre 2019 avec les différents acteurs de la région. Ce qui a permis à la mission de la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) conduite par Idrissa Kouanda de renforcer les capacités des acteurs au ni-

veau régional. A l'issue de la signature du protocole d'accord, le Président du Conseil régional de la région du Centre-Sud, Dr. Modeste T. Yerbanga a félicité et salué les différents acteurs pour le travail abattu. Ce fut l'occasion pour lui de féliciter le ministre en charge des infrastructures qui a déjà transféré trois cent six millions deux cent vingt un mille huit cent (306 221 800) FCFA pour la réalisation d'une piste dans la Commune de Gon-Boussougou □



# Les travaux de l'usine d'égrenage du coton de Tenkodogo lancés

**Les travaux de l'usine d'égrenage du coton de la région du Centre-Est ont été lancés le 17 mars 2020 à Tenkodogo. Cette unité sera réalisée et exploitée par la société IPS (WEST AFRICA).**

La pose de la première pierre de l'unité d'égrenage de coton de la région du Centre-Est a eu lieu le 17 mars dernier, à Tenkodogo. C'était en présence du Président du Conseil régional du Centre Est Monsieur Moro KERE, La construction de cette nouvelle unité industrielle qui coutera un montant de près de quatre milliards cinq cent millions (4,5) de francs CFA, sera composée d'une usine d'égrenage de 2 lignes pour

une capacité de 35 000 tonnes par campagne, de magasins de stockage pour les intrants, d'un atelier mécanique d'aires de stockage extérieures et de bureaux. Ce projet en raison de son potentiel socio-économique important pour notre pays et de sa cohérence avec le PNDES a fait l'objet d'une convention avec l'Etat Burkinabè à travers le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat. Il constituera en effet un

tremplin pour l'accroissement du revenu agricole et pourra ainsi diminuer le niveau de pauvreté, de nos populations. En rappel, IPS est une Institution à caractère social œuvrant dans les domaines divers et variés et présente dans les pays en développement à travers le monde et particulièrement dans certains pays de l'Afrique de l'ouest dont le Burkina Faso, la Cote d'ivoire, le Mali et le Sénégal □



# Les acteurs dressent un bilan satisfaisant

**Les Présidents des treize régions du Burkina Faso étaient en conclave, le 07 février 2020 à Manga, chef-lieu de la région du Centre Sud. Au cours de cette journée de travail, le coordonnateur a fait le bilan du Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR) avec les Présidents des Conseils régionaux du Burkina qu'ils ont jugé satisfaisant au regard du nombre d'activités réalisées au cours des deux années.**

Après deux années de mise en œuvre du Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR) au profit de l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF), les Présidents des Conseils régionaux des treize régions du Burkina Faso se sont données rendez-vous, le 07 février 2020 à Manga, chef-lieu de la région du Centre Sud pour faire le point sur le niveau de réalisation des activités du projet. Au cours de la sa période de mise en œuvre, plusieurs activités ont été menées dans toutes les régions du pays. Il s'agit entre autres, de l'élaboration d'une base de données sur les régions et les communes ([www.collectivitesfaso.org](http://www.collectivitesfaso.org)), de la mise en place d'un site web pour l'ARBF et des sous sites pour les régions ([www.regions-bf.org](http://www.regions-bf.org)), de l'organisation de fora, du renforcement des capacités du personnel des Conseils régio-



naux, de l'accompagnement à l'élaboration participative des plans régionaux de développement (PRD) et de la communication pour la visibilité de l'ARBF et des régions. Après avoir pris connaissance du bilan présenté par M OUOBA Ounténi, assistant technique de l'ARBF qui a coordonné ce projet durant les deux années de mise en œuvre, les Présidents à l'unanimité ont tous reconnu qu'un grand travail a été abattu par l'équipe du PACDR. Ils ont apprécié le niveau de mise en œuvre du projet qui est à plus de 90%

malgré la modestie des ressources et qui a pu toucher l'ensemble des régions du Burkina. Une mention spéciale a été faite au bureau exécutif qui a encadré très efficacement la coordination du projet. Il s'agit du Président de l'ARBF, Eric K. TIEMTORE), du SG, Paripouguini LOMPO) et du Trésorier, Adama SAWADOGO). Au terme de cette journée de bilan largement appréciée, les Présidents tout en remerciant l'Union européenne ont souhaités le renouvellement du projet pour consolider les acquis engrangés □



ARBOLLE

# Plus de 7 km de pistes rurales pour faciliter la mobilité

Une piste rurale d'une longueur de 7, 060 km a été réalisée dans la commune de Arbollé, région du Nord. D'un coût global de cent douze million trois cent neuf mille six cent cinquante-cinq (112 309 655) Francs CFA, cette infrastructure facilitera les échanges entre les localités.



Les villages de Boulkon-Nomboam-Yalgatenga de la commune de Arbollé dans la région d'une infrastructure routière longue totale de 7, 060 km. Le Président du Conseil Régional du Nord, Bila René Zida a visité la piste Boulkon-Nomboam-Yal-

gatenga, le 19 février 2020 pour constater de visu, l'état d'avancement des travaux. D'un coût de réalisation de cent douze million trois cent neuf mille six cent cinquante-cinq (112 309 655) Francs CFA HT, la piste Boulkon-Nomboalom-Yalgatenga vise à améliorer l'accessi-

bilité des villages et des infrastructures socio-économiques de base de la commune de Arbollé et des environnants. Elle a bénéficié du Co-financement du Conseil Régional du Nord et de la Direction du Développement de la Coopération Suisse ☐



# « *Le bilan est positif* »

**Eric K. TIEMTORE, président de l'ARBF**

**Après deux années de mise en œuvre, le Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR) au profit de l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF) et des Conseils régionaux du Burkina a permis aux acteurs de mener plusieurs activités. Mieux, le projet a permis d'engranger des acquis sur le terrain. Pour en parler, nous avons rencontré le président de l'ARBF, Eric K. TIEMTORE.**

*Parlez-nous du projet d'appuis à l'ARBF pour la consolidation de la décentralisation au Niveau régional ?*

Le projet d'appui à l'ARBF pour la consolidation de la décentralisation au niveau régional est un projet financé par l'Union européenne à hauteur 400 mille euros, soit 350 millions de F CFA pour la première phase. Il faut dire que ce projet a été sollicité auprès de l'Union européenne pour permettre aux régions de faire face à certaines difficultés. Par exemple, si vous comparez les collectivités région aux collectivités communes, vous constaterez que les collectivités région sont toutes nouvelles et peu connues. En effet, l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF) a été créée en 2008 et avait commencé à faire son chemin. Malheureusement en 2014, l'insurrection populaire que nous avons tous connu a conduit l'installation des délégations spéciales à la tête des communes et des régions. Du coup, l'ARBF est rentrée dans une certaine léthargie. Et quand nous sommes arrivés aux affaires en 2016, nous avons mis les bouchées doubles pour avoir l'accompagnement de l'Union européenne pour d'abord redorer le blason des régions en termes de visibilité parce que la collectivité région n'était pas du connue. Pour aller vers un bailleur de fonds ou un partenaire, il faut que ce dernier connaisse votre collectivité ou votre faitière. Nous avons donc approché l'Union eu-



ropéenne pour qu'elle nous accompagne afin de renforcer les capacités des membres de notre faitière, celles des conseillers régionaux, des régions et de créer, si non renforcer la visibilité de l'ARBF. C'est fort de cela, grâce au dynamisme de l'équipe de coordination, que nous avons pu conduire un certain nombre d'activités visibles sur le terrain. Au nombre de ces activités, on peut citer l'accompagnement d'un certain nombre de régions pilotes à savoir le Centre- Sud, l'Est et la région des Cascades. Malheureusement ou heureusement, pendant ce temps, il fallait relire les plans régionaux de développement (PRD) pour les adapter à la situation du moment et surtout les arrimer à notre référentiel national, le Plan national de développement économique et social (PNDES). Toutes les régions étaient appelées à se prêter au même exercice. Malheureusement, les ressources financières ne permettaient pas de le faire. Grâce à cet accompagnement de l'Union européenne, nous avons pu conduire ces activités de

relecture et d'arrimage des PRD au référentiel national de développement qu'est le PNDES. Nous avons également pu conduire des fora dans deux régions. Il s'agit du Centre- Ouest et du Centre- Nord. A la phase 2, nous avons obtenu un financement de 130 millions de F CFA pour accompagner d'autres régions, à savoir, le sud-ouest, le Sahel et le Centre -Est. Il faut aussi rappeler qu'il y avait des activités connexes, telles que les renforcements de capacités des acteurs au niveau de ces régions. Nous avons pu avoir des ressources supplémentaires au même moment pour accompagner , d'autres régions. Il s'agit de la Boucle du Mouhoun, du Plateau- Central, et du Nord. Nous avons aussi eu la chance de renforcer les capacités de beaucoup d'acteurs tels que les chargés de communication des Conseils régionaux, les secrétaires généraux, les présidents des commissions, les conseillers régionaux.

*Citez quelques activités menées dans le cadre de ce projet ?*

Pour ce qui est des activités, je vous ai déjà parlé des fora régionaux, mais il faut dire que nous avons mené plusieurs autres activités. Il s'agit des rencontres permanentes des présidents des conseils régionaux. A travers ce projet, nous avons pu accompagner des présidents de conseil régionaux pour prendre part à des activités hors du Burkina Faso précisément aux Assises de Poitiers en France. Nous avons aussi



pu élaborer des outils pour affronter l'avenir. Il s'agit du plan stratégique, de la base de données qui n'existe pas encore au niveau du ministère de l'Administration territoriale qui du reste, permet, en un clic, d'avoir toutes les données et informations sur les régions et communes au Burkina Faso. Nous avons pu mettre en place également un site web et un plan de communication. Il faut dire que grâce à ce projet, l'ARBF et les régions ont eu une visibilité jamais égalée. Nous avons pu travailler en tandem, pour la première fois, avec la faitière sœur qu'est l'Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF). Ce qui a permis de renforcer les liens de collaboration entre les deux structures. Nous allons organiser, après la COVID-19, la journée des collectivités en lieu et place de la Journée des communes. Nous allons faire la journée de la collectivité.

### ***Quels sont les aspects positifs de ce projet ?***

Tout n'est pas rose. Il y a toujours des défis à relever, des points faibles mais je puis vous dire que s'il y a une balance à faire, je crois qu'elle pèserait sur les points positifs. La dotation annuelle de l'ARBF était de 20 millions de F CFA. Nous avons bataillé pour son augmentation à 50 millions de F CFA. Il y avait des activités que nous ne pouvions pas mener mais grâce à ce projet, tout cela relève du passé. Nous avons convaincu beaucoup de partenaires qui sont désormais dans notre portefeuille avec lesquels nous allons travailler. Il y a la relecture des PRD, les renforcements de capacité, les outils que nous avons pu mettre en place. Nous sommes obligés aujourd'hui de travailler pour avoir un autre partenaire sinon avoir l'Union européenne pour pérenniser ce que nous avons pu engranger dans le cadre du Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR)



### ***Au regard de ce qui a été fait, quel bilan dressez-vous ?***

S'il y a bilan à faire, je suis mal placé pour le faire parce que je suis le premier responsable de l'ARBF. Je ne vais pas me baser sur mon propre jugement mais celui du partenaire. La première appréciation que je retiens, c'était lors de l'un de nos comités de pilotage, où nous avons invité l'Union européenne. Son représentant a dit qu'il était totalement satisfait parce que les activités ont bel et bien été menées et les rapports bien faits. Ensuite, nous avons eu une évaluation conduite par l'Union européenne qui était positive. Nous avons été très bien jugés. Nous ne pouvons pas être à 100% de taux de réalisation, mais nous sommes à plus de 90%. Quand nous avons rencontré le nouveau représentant de la délégation de l'Union européenne, il nous a avoué que les choses ont été bien faites. Fort de toutes ces appréciations, je peux dire que le bilan est positif.

### ***Quelles sont les difficultés rencontrées ?***

La première difficulté est la procédure d'exécution de ce type de budget. C'est vrai que ce sont des budgets qui nous cadrent, mais ce sont des budgets trop rigides. Par exemple, vous avez sollicité et obtenu une activité dans le projet, vous pouvez vous rendre compte plus tard, dans le cadre de l'exécution,

que vous devez mener une autre mais vous ne pouvez pas le faire. Vous pouvez débiter une activité qui débouche sur une autre mais vous ne pouvez pas la mener faute de moyens. Vous ne pouvez pas mener une activité en dehors de celles qui ont été prévues. L'autre difficulté est de pouvoir satisfaire notre engagement financier. Nous devrions contribuer, pour la première phase, à hauteur de 13% du budget total et à 15% pour la 2e phase. Nous sommes une faitière constituée de régions faibles puisque certaines régions n'ont pas de grands budgets. Nous étions obligés d'aller au-delà de nos efforts pour y arriver. Nous avons pu, malgré tout, respecter notre engagement. Nous souhaitons qu'on nous accompagne sans contrepartie financière mais plutôt une contrepartie matérielle. L'autre difficulté, c'est au niveau de certaines régions qui, pour des raisons diverses, n'arrivent pas à suivre la programmation des activités. Nous avons dû demander des prolongations pour terminer l'ensemble des activités.

### ***Quelles sont les perspectives ?***

Nous avons élaboré un plan stratégique que nous tâcherons à mettre en œuvre. Cela veut dire qu'il y a des activités prévues pour pérenniser les acquis. Mieux, aller à la recherche de nouveaux partenaires pendant que nous conduisons ses activités. Nous avons planifié cette activité, mais malheureusement avec la pandémie de la maladie à coronavirus, nous avons arrêté. Nous devrions rencontrer les bailleurs de fonds pour décliner l'ensemble des activités que nous avons menées et notre plan stratégique avant de leur demander de nous accompagner. Nous attendons qu'on autorise les rassemblements pour reprendre puisque nous avons déjà identifié un certain nombre de partenaires avec qui nous souhaitons travailler □

Issa SIGUIRE

# Le conseil régional mène la réflexion

**Le conseil régional de l'Est a organisé, le 15 octobre 2019, un panel sur les mécanismes alternatifs de prévention et de gestion des conflits dans la région.**



La région de l'Est connaît, ces dernières années plusieurs formes de conflits tels que les conflits fonciers, conflits agriculteurs-éleveurs, conflits entre les forces de sécurité et groupes d'auto-défenses, conflits dans les écoles. Cette situation a un impact négatif sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble. C'est pourquoi, le conseil régional de l'Est a décidé, à travers un panel, mener la réflexion afin de trouver des solutions. L'objectif de ce panel qui a réuni toutes les couches sociales de la région de l'Est est de renforcer les aptitudes des participants à prévenir et à gérer les conflits et les crises au sein de leurs communautés. Le panel a été co-animé par Docteur Salifou Idani vice-président de l'université de Fada N'Gourma et Aly Komi administrateur des affaires sociales avec pour modérateur Mathieu Tankoano, ancien directeur de cabinet de la Présidence du Faso. Ce fut l'occasion pour eux d'énumérer les causes des conflits avant de proposer des remèdes. A en croire au

Docteur Salifou Idani, les conflits dans la région de l'Est sont liés entre autres à la chefferie traditionnelle, à l'accès et au contrôle des ressources naturelles, à l'éducation, à la religion et à la position géographique de la région. Pour prévenir et résoudre les conflits, les panelistes ont proposé entre autres le non-affichage politique et partisan du Numbado (roi du Gulmu), la prise en compte des réalités locales pour la sécurisation foncière et la décentralisation, la création d'un prix civisme scolaire dans

chaque commune au niveau de la région. A l'issue des travaux du panel, les participants ont fait plusieurs recommandations. Il s'agit entre autres d'arrêter la stigmatisation et le délit de faciès concernant les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, de promouvoir le goût de l'effort et de l'honnêteté pour ce qui des conflits en milieu scolaire, de combler l'absence de l'Etat dans certaines zones rurales en renforçant le maillage sécurité et administratif pour parer aux conflits entre groupes d'auto-défense et la justice et de déconstruire les discours religieux haineux pour éviter les conflits inter et intra religieux. Pour le Président du Conseil Régional (PCR) de l'Est, Paripouguini Lompo s'est réjoui de l'initiative qui permettra au fils et filles de la région de regarder dans la même direction. Il a rappelé la nécessité de promouvoir la cohésion sociale et le vivre-ensemble, valeurs cardinales d'un développement durable humain dans la région de l'Est □





# « J'invite l'ARBF à consolider les acquis du PACDR », Ounténi Ouoba

**« Le bilan du Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR) est plus que satisfaisant », disait Eric K. TIEMTORE, président de l'Association des régions du Burkina Faso (ARBF). Derrière cette réussite se cachent plusieurs acteurs qui ont travaillé jour et nuit pour que ces résultats soient atteints. Parmi eux, Ounténi Ouoba, coordonnateur chargé de la mise œuvre dudit projet. Lisez sa réaction.**

**ARBF Info :** Quelle a été votre mission dans la mise en œuvre du Projet d'Appui à l'ARBF pour la Consolidation de la Décentralisation au niveau régional (PACDR) ?

**Ounténi Ouoba :** J'ai été le coordonnateur chargé de la mise œuvre du projet. Nous étions une équipe de trois personnes à savoir l'assistante administrative, une responsable chargée des finances et moi. Mon travail était d'assurer la coordination. Il s'agit de l'exécution technique, administrative et financière du projet. Notre travail au quotidien était d'élaborer les plans d'exécution, de rendre compte de l'état d'exécution au comité de pilotage, au bureau exécutif et à l'Union européenne, et d'assurer la bonne utilisation des bien, des ressources de façon efficace, mais aussi veiller à ce que l'utilisation des ressources correspondent à ce qui a été dit dans le projet. Dans le cadre des rencontres avec les partenaires, j'étais chargé de présenter le projet et de faire le lien avec la mission de l'ARBF. Pour me résumer, je peux dire c'était une mission de coordination.

**ARBF Info :** Quels sont les sentiments qui vous animent au regards des résultats atteints ?

**Ounténi Ouoba :** Ce sont des sentiments de joie et de satisfaction. La réalité est que le taux d'exécution de ce projet est plus de 90%.



Les 10% qui reste sont dû au fait qu'il y a des ressources financières qui restent à l'UE et qu'on ne peut pas décaisser avant la fin du projet. Je suis donc satisfait du moment où le projet a été pour moi une formation, une occasion de pouvoir piloter un projet pareil, de connaître l'Union européenne, selon ses exigences et ses orientations, mais aussi de travailler avec les élus locaux pour connaître les défis de la décentralisation et de pouvoir proposer une solution. La collaboration a été claire et les sentiments que j'ai sont des sentiments de satisfaction même si je dois dire que le projet a laissé un arrière-goût parce que c'est au moment où nous commençons à prendre goût que le projet a pris fin.

**ARBF Info :** Quels votre message à l'endroit des différents acteurs du PACDR ?

**Ounténi Ouoba :** Le maintien des outils et la bonne exécution de tout

ce qui a été mis en place est pour moi une chose extrêmement importante. La base de données qui a bien été accueillie par tous les acteurs n'aura de sens que si elle est mise à jour chaque année. Et pour se faire, il faudrait que les données soient collectées chaque année dans les régions et communes. Et c'est à l'ARBF de prendre le relais pour poursuivre ce que le PACDR a commencé. Le 2e point est le site web de l'ARBF. Ce site doit être actualisé, bien entretenu et les régions d'apporter leur contribution pour son animation. Le plan stratégique qui a été élaboré doit être présenté aux différents bailleurs de fonds et doit constituer un élément d'appui pour la recherche de financement. La mise en œuvre du plan de communication doit également se poursuivre et ce rôle revient à l'ARBF. J'invite l'ARBF à consolider les acquis du PACDR □

Interview réalisée par  
Issa SIGUIRE

# Des pistes rurales et des écoles pour booster le développement

**Une délégation du Conseil Régional de l'Est conduite par son Président Paripouguini\_Lompo était, le 12 mars 2020 sur le chantier de réhabilitation de la piste Diapangou-Balga longue de 11,6 km pour constater de visu l'état d'avancement des travaux.**

**L**a piste rurale qui relie Diapangou à Balga longue de 11,6 km, sera livrée le 11 avril prochain puisque les travaux avancent bien. Le président du conseil régional, Paripouguini\_Lompo et ses collaborateurs ont fait le constat, le 12 mars 2020. Sur le chantier, les techniciens sont à pied d'œuvre pour livrer l'infrastructure dans de meilleurs délais. Le taux de réalisation est de 48,7 % selon les techniciens. Les 5 ouvrages qui composent la piste sont déjà achevés.

Pour Paripouguini\_Lompo, Président du Conseil régional de l'Est, cette route, une fois achevée, permettra aux villages de Diapangou-Balga, Folgou, Giliéni et Delkoupouro d'écouler facilement leurs productions afin de booster le développement. C'est pourquoi, après avoir félicité et encouragé l'entreprise en charge des travaux, le PCR, Paripouguini\_Lompo, a invité les techniciens d'accélérer le travail et de livrer une infrastructure de qualité au bonheur des populations de cette partie de la commune de Diapangou. Les travaux de réhabilitation de la piste mécanisée Diapangou-Balga coûteront 209 902 707 F CFA TTC budget, gestion 2019 du Conseil Régional de l'Est transfert du ministère des infrastructures. Signalons qu'avant cette visite, le Président du Conseil Régional (PCR) de l'Est #Paripouguini\_Lompo a procédé, le 10 janvier 2020 dans le village



de Siédougou, commune de Manni dans la province de la Gnagna, au lancement officiel des travaux de réalisation de 33,5 km de pistes rurales dans les provinces de la Gnagna et de la Komondjari. Les pistes seront réalisées par la méthode HIMO (Haute Intensité de Main-d'Oeuvre). En rappel, le Président du Conseil Régional de l'Est sous le leadership de son président, Paripouguini\_Lompo avait procédé à la remise officielle des clés de deux infrastructures scolaires aux autorités en charge de l'enseigne-

ment secondaire le 18 février 2020. La première infrastructure est un composé d'un bloc administratif construite à la Direction Régionale des Enseignements Post-Primaire et Secondaire (DREPS) de l'Est. Le bâtiment flambant neuf est composé de 5 bureaux pour le personnel et de latrines externes à 3 fosses pour un coût de réalisation de 19 000 000 f CFA TTC. Quant à la seconde infrastructure, c'est un bloc pédagogique composé de 4 salles de classes, de 6 latrines, d'un forage et d'un bloc administratif □





# Les réalisations de la région du Centre

## Réalisation de six (06) forages positifs dans les six (06) communes rurales de la Région du Centre

A travers, la réalisation de ces forages, le Conseil Régional voudrait contribuer à l'amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et partant de la qualité de leur vie. Le montant total de réalisation de ces forages s'élève à vingt-cinq millions cent quatre-vingt-quatorze mille (25 194 000) francs CFA



*Vue d'un forage réalisé par le Conseil Régional*

## Construction d'une école dans l'Arrondissement n°02 de la Commune de Ouagadougou.

Le projet vise à répondre aux besoins des populations des quartiers périphériques de la Commune de Ouagadougou en établissement public. Les travaux sont achevés et réceptionnés. Ils ont été cofinancés par le Conseil Régional et le Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales (FPDCT) pour un montant de vingt-deux millions sept cent soixante-quinze mille trois cents (22.775.300) FCFA TTC.



*Vue de l'école à Larlé dans l'arrondissement n°2*

## Construction d'une école à Tintilou dans la Commune rurale de Komki-Ipala

Les travaux et l'équipement ont été financés par le Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales (FPDCT) pour un montant de trente un millions sept cent soixante-onze mille huit cent sept (31 771 807) FCFA TTC.

Le projet vise à renforcer les capacités d'accueil de l'enseignement secondaire public dans la commune rurale de Komki-Ipala. Le Collège d'enseignement général (CEG) a été érigé en lycée de Tintilou pour l'année scolaire 2020.



*Vue de l'école à Tintilou/Commune rurale de Komki-Ipala*

## Travaux de construction du siège du Conseil Régional du Centre à Ouaga 2000

Disposer d'un siège définitif répondant à ses besoins et ambitions de développement telle est la volonté exprimée à travers le projet de construction du siège. Les travaux sont en cours et le montant global d'investissement s'élève à un milliard trois cent soixante-six millions quatre cent quatre-vingt-douze mille cinq cent quatre-vingt-quatre (1 366 492 584) FCFA.



*Vue des travaux de construction du siège du Conseil Régional du Centre à Ouaga 2000*



## Acquisition d'une ambulance au profit de la Direction Régionale de la Santé du Centre

Cette acquisition vise à accompagner les efforts du gouvernement en matière d'offre de santé pour une meilleure évacuation des patients vers les centres de santé. Le montant de l'acquisition s'élève à trente-trois millions (33 000 000) francs CFA.

L'ambulance a été remis par le Président du conseil régional au District sanitaire de Boulmiougou



*Vue de l'ambulance*

## Acquisition de matériels médicotechniques au profit de la Direction Régionale de la Santé

D'un montant global de trente-trois millions neuf cent quatre-vingt mille (33 980 000) francs CFA, cette acquisition vise à accompagner les efforts du gouvernement en matière de couverture sanitaire.



*Vue d'une partie du matériel médicotechnique*

## **Acquisition de motos à deux roues au profit des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et des services de recette de la Région du Centre**

Cette acquisition des quatorze (14) motos vise d'une part, à accroître la capacité opérationnelle des FDS et d'autre part, à assurer un meilleur recouvrement des ressources financières dans la Région du Centre.

D'un coût global de vingt-cinq millions cinq cent quarante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (25 545 999) FCFA, ces motos ont été réparties comme suit :

- , le Groupement Départemental de Gendarmerie de Ouagadougou, (05 motos) ;
- , la Direction Régionale de la Police Nationale du Centre, (05) motos ;
- , la Direction Régionale des Impôts du Centre (02 motos) ;
- , la Trésorerie Régionale du Centre (02 motos).



*Vue des motos à deux roues*

## **Acquisition de 1200 tables-bancs au profit des établissements scolaires des 12 arrondissements de la Commune de Ouagadougou**

D'un montant global de trente-cinq millions deux cent quatre-vingt-un mille quarante-deux (35 281 042) FCFA, l'acquisition des 1200 tables-bancs vise à améliorer l'offre éducative dans la Région du Centre à raison de 100 tables-bancs/arrondissements



*Vue des tables-bancs*